



Assemblée générale

Distr. générale
29 novembre 2022
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa quatre-vingt-quatorzième session (29 août-2 septembre 2022)

Avis n° 54/2022, concernant Nahid Taghavi (République islamique d'Iran)

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42. Son mandat a été précisé et renouvelé dans la résolution 1997/50 de la Commission. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et à sa décision 1/102, le Conseil des droits de l'homme a repris le mandat de la Commission. Le Conseil a reconduit le mandat du Groupe de travail pour une nouvelle période de trois ans dans sa résolution 42/22.
2. Le 22 mars 2022, conformément à ses méthodes de travail¹, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement iranien une communication concernant Nahid Taghavi. Le Gouvernement a adressé une réponse tardive le 29 juillet 2022. L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
3. Le Groupe de travail estime que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :
 - a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui est applicable) (catégorie I) ;
 - b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II) ;
 - c) Lorsque l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III) ;
 - d) Lorsqu'un demandeur d'asile, un immigrant ou un réfugié est soumis à une détention administrative prolongée sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV) ;

¹ A/HRC/36/38.



e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

4. Nahid Taghavi est née en 1954 à Téhéran et a la double nationalité allemande et iranienne. Après des études d'architecture en Italie dans les années 1970, elle a travaillé comme architecte indépendante. Pendant ses études, elle a fait partie de la Confédération des étudiants iraniens, organisation militante formée par des sympathisants de l'opposition au chah. Depuis 1979, elle n'a toutefois jamais agi et ne s'est jamais exprimée en tant que militante et elle s'est abstenue de tout engagement politique en République islamique d'Iran. Jamais elle n'a contribué à l'organisation d'un mouvement d'opposition ou de manifestations et jamais elle n'a participé à de telles activités.

5. M^{me} Taghavi a immigré en Allemagne en 1982 et, depuis 2005, elle allait chaque année à Téhéran pour rendre visite à sa famille. Au fil des ans, les liens solides qu'elle entretenait avec sa famille l'ont amenée à vivre la moitié de l'année environ en Allemagne et l'autre moitié en République islamique d'Iran.

6. En octobre 2019, M^{me} Taghavi est allée en République islamique d'Iran pour rendre visite à sa famille. Du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), elle a dû reporter son vol à destination de l'Allemagne, initialement prévu en mars 2020, et rester plusieurs mois supplémentaires dans le pays. C'est durant ce séjour, en octobre 2020, qu'elle a été arrêtée à Téhéran.

7. Dans la soirée du 16 octobre 2020, M^{me} Taghavi était dans la rue lorsqu'elle a été abordée par 12 hommes qui n'ont pas décliné leur identité et ont commencé à la fouiller. Pensant qu'ils voulaient la dépouiller, l'intéressée a commencé à se débattre. L'un des hommes a alors pointé une arme sur sa tête et menacé de la tuer si elle refusait d'obtempérer. Il a ajouté qu'ils pouvaient faire passer sa mort pour un accident et que personne ne poserait jamais de questions à son sujet. Ils lui ont ensuite bandé les yeux, l'ont fait monter dans un véhicule et l'ont ramenée chez elle. Les hommes ont fouillé l'appartement et ont emporté plusieurs effets personnels de M^{me} Taghavi, dont son ordinateur. Ils lui ont ensuite à nouveau bandé les yeux et l'ont emmenée vers une destination inconnue, où elle a passé la première nuit de sa détention. À aucun moment, ces hommes ont décliné leur identité, ils n'ont pas présenté de mandat et ne l'ont pas informée du motif de son arrestation.

8. Le 17 octobre 2020, M^{me} Taghavi a été emmenée au pavillon d'isolement 2-A de la prison d'Evin, où elle a été détenue à l'isolement pendant cinq mois. À cette époque, elle a été informée qu'elle était détenue au motif qu'elle représentait une « menace pour la sécurité nationale ».

9. Le 16 mars 2021, M^{me} Taghavi a été transférée dans le quartier des femmes de la prison d'Evin. Au bout de vingt jours, on lui a demandé de sortir de sa cellule sous le couvert d'un rendez-vous médical. Elle a ensuite été ramenée au quartier d'isolement où elle a de nouveau été détenue à l'isolement jusqu'au 16 mai 2021. Le 16 mai 2021, elle a été renvoyée dans le quartier des femmes de la prison d'Evin. La possibilité de verser une caution ou d'obtenir une mise en liberté conditionnelle ou toute autre forme de libération conditionnelle lui a été refusée.

10. Après son arrestation et pendant sa détention, soit pendant quatre-vingts jours, M^{me} Taghavi a été interrogée treize heures par jour environ, ce qui représente mille heures d'interrogatoire environ. La plupart du temps, elle avait les yeux bandés et faisait face à un mur pendant qu'elle était interrogée. Ces conditions ont contribué à la dégradation de sa santé physique et mentale.

11. Les conditions que M^{me} Taghavi a endurées lorsqu'elle était en détention provisoire, en particulier pendant les 194 jours qu'elle a passés dans le quartier d'isolement, étaient inhumaines et visaient à la détruire psychologiquement. Sa cellule ne recevait pas la lumière du jour. Elle était conduite à l'extérieur vingt minutes par jour, généralement les yeux bandés, de sorte qu'elle n'a jamais vu la lumière naturelle pendant son premier séjour à l'isolement, soit 150 jours. Elle dormait à même le sol en pierre, dans une cellule non chauffée. Alors qu'elle est diabétique et souffre d'hypertension artérielle, M^{me} Taghavi n'a reçu aucun médicament. Souffrant de la malnutrition, elle a perdu environ 17 kilos lorsqu'elle était à l'isolement.

12. Pendant les douze premiers jours de sa détention, M^{me} Taghavi n'a pas été autorisée à contacter qui que ce soit à l'extérieur de la prison. Des membres de sa famille se sont rendus sur place le 19 octobre 2020 ; ils ont appris qu'elle était à l'isolement et qu'elle était considérée comme une menace pour la sécurité nationale. Le 28 octobre 2020, M^{me} Taghavi a pour la première fois été autorisée à appeler sa famille pour lui dire qu'elle était en vie. Ce n'est qu'au début du mois de décembre 2020 qu'elle a été autorisée à la rappeler, sous la surveillance d'un agent du service de renseignement du Corps des Gardiens de la révolution qui a écouté la conversation. Des proches sont allés régulièrement à la prison et ce n'est qu'après avoir rencontré personnellement le procureur chargé de l'affaire qu'ils ont été autorisés à lui rendre visite. Le centième jour de son emprisonnement, M^{me} Taghavi a pu voir sa famille lors d'une courte visite, sous surveillance. Elle a ensuite été autorisée à téléphoner à sa famille deux fois par semaine pendant quatre minutes ; ses appels étaient surveillés.

13. Le 19 mars 2021, M^{me} Taghavi a pu parler à sa famille en Allemagne. Pendant son deuxième séjour à l'isolement, elle a été autorisée à parler à ses proches en République islamique d'Iran, à raison de trois fois par semaine, pendant quatre minutes. Dans le quartier des femmes, elle peut appeler sa famille trois fois par semaine, pendant dix minutes.

14. M^{me} Taghavi est restée en détention provisoire jusqu'au 29 juin 2021. Depuis le 29 juin 2021, elle purge sa peine à la prison d'Evin. Ses conditions de détention se sont détériorées dernièrement.

15. Du fait de sa détention provisoire et de son placement à l'isolement, mais aussi de ses antécédents médicaux et de son âge, M^{me} Taghavi risque de développer une forme grave d'infection à la COVID-19. Or, la prison d'Evin n'a pris aucune mesure de précaution et n'a ni tests de dépistage de la COVID-19 ni vaccins. Mi-juillet 2021, la prison d'Evin a connu une recrudescence des cas de COVID-19. M^{me} Taghavi a développé des symptômes graves de la maladie, mais elle n'a pas été testée avant le 20 juillet 2021, date à laquelle elle a été déclarée positive à la COVID-19. Elle a été placée en quarantaine dans des conditions extrêmement précaires. L'état de santé préexistant de l'intéressée s'est détérioré, nécessitant une prise en charge médicale urgente.

16. M^{me} Taghavi a besoin de soins médicaux qui, semble-t-il, ne peuvent être prodigués à l'intérieur de la prison d'Evin. La gravité de son état a été confirmée par le médecin de la prison, qui a recommandé de lui accorder immédiatement une libération conditionnelle. Contrairement à tous les autres prisonniers de la prison infectés par la COVID-19, elle n'a pas bénéficié d'une libération conditionnelle pour raisons de santé.

17. M^{me} Taghavi souffre également de fortes douleurs au dos. En juin 2021, elle a été transportée dans un hôpital pour y être examinée. En septembre 2021, le neurochirurgien a confirmé qu'elle devait être opérée d'urgence ; il a également informé les autorités pénitentiaires que l'intéressée aurait besoin de rééducation. Les lombalgies chroniques dont souffre l'intéressée se sont considérablement aggravées durant son séjour à l'isolement. Bien que sa famille ait payé la caution de 2 milliards de tomans (70 000 EUR environ) réclamés pour sa mise en liberté provisoire pour raisons médicales, M^{me} Taghavi n'a pas été autorisée à sortir de la prison pour raisons médicales.

18. M^{me} Taghavi a été présentée à une commission médicale sous le contrôle des autorités judiciaires. Celle-ci a confirmé qu'elle devait être opérée. Or, selon les autorités, l'intéressée ne peut se faire opérer qu'à l'intérieur de la prison, sans possibilité de permission.

19. M^{me} Taghavi a été privée de son droit de consulter l'avocat de son choix pendant six mois environ. Aucun avocat n'était présent lors des interrogatoires. Sa famille lui a trouvé un avocat privé en janvier 2021, mais l'intéressée s'est entendu dire qu'elle ne pouvait pas faire appel à lui et qu'elle devait en choisir un dans une liste préparée par les autorités. L'intéressée ayant refusé, elle a été privée d'avocat.

20. En février 2021, M^{me} Taghavi a été contrainte de préparer elle-même sa défense et le procureur l'a informée des charges retenues contre elle. Le 13 avril 2021, soit environ six mois après son arrestation, elle a pour la première fois été présentée à un juge. Elle n'a donc jamais eu l'occasion de contester son arrestation et sa détention. Ce jour-là, M^{me} Taghavi, qui n'était pas accompagnée d'un avocat, a été présentée au tribunal révolutionnaire qui l'a informée que la date de son procès devant la branche 26 du tribunal révolutionnaire avait été fixée au 28 avril 2021. Dès que la date a été fixée, son avocat a voulu se procurer les dossiers, mais cela lui a été refusé jusqu'au 24 avril 2021. Même alors, il n'a pas été autorisé à emporter les dossiers ou à en faire une copie. À aucun moment, M^{me} Taghavi n'a été autorisée à parler à son avocat avant l'audience du 28 avril 2021.

21. M^{me} Taghavi et son avocat étaient présents à l'audience du 28 avril 2021, mais ont été informés que le procès principal avait été reporté à une date inconnue. L'audience s'est tenue à huis clos. Les membres de sa famille ont été autorisés à entrer dans le bâtiment, mais pas dans la salle d'audience.

22. Le procès de M^{me} Taghavi, qui a comparu en même temps que cinq autres détenus, n'a duré qu'une heure et demie environ. Le procès s'est résumé à la lecture des charges retenues contre elle par le juge, à la suite de quoi celui-ci a autorisé son avocat, qui n'avait eu accès à son dossier que quelques heures avant l'audience, à prendre la parole pendant dix minutes. Son procès proprement dit n'a donc duré qu'une vingtaine de minutes. Aucun élément de preuve n'a été présenté, aucun témoin n'a été entendu et aucun contre-interrogatoire n'a eu lieu.

23. Le chef initial, formulé en des termes vagues – menace pour la sécurité nationale – a été modifié dans l'acte d'accusation ; M^{me} Taghavi était désormais accusée d'avoir « créé et dirigé un groupe d'opposition en vue de fomenter un complot contre le Gouvernement et de renverser la République islamique d'Iran » et de « propagande contre l'État ». Lorsqu'elle a demandé sur quels faits spécifiques cette allégation était fondée, il lui a été répondu qu'elle avait exprimé des critiques lors de discussions entre amis et il a été fait référence, en particulier, à ses idées libérales concernant le port du hijab. Selon le procureur, une telle attitude constituait une base suffisante pour l'accuser de propagande et de complot, d'autant que des propos tenus entre amis pouvaient ensuite être relayés lors de discussions avec d'autres personnes et conduire à une révolution contre le Gouvernement.

24. Compte tenu de ces deux chefs, le 29 juin 2021, M^{me} Taghavi a été condamnée à une peine de dix années d'emprisonnement pour avoir fomenté un complot contre le Gouvernement en vue de renverser la République islamique d'Iran. Elle a également été condamnée à huit mois d'emprisonnement pour propagande contre l'État. Elle devra purger la peine la plus longue, à savoir dix ans. Le jugement proprement dit ne contient aucun argument, seulement des informations sur la durée de la peine.

25. M^{me} Taghavi a décidé de ne pas faire appel, sachant que les binationaux n'obtenaient pas un jugement plus clément en appel. De plus, conformément au droit iranien, la peine de prison est réduite d'un quart si l'accusé accepte la décision. Le jugement de première instance est devenu définitif le 4 août 2021.

26. M^{me} Taghavi n'a pas eu accès à un avocat entre le jour de son arrestation et le 28 avril 2021, jour du procès. L'avocat a été autorisé à la rencontrer pour la première fois le 1^{er} juin 2021. Les gardiens ont écouté les échanges entre M^{me} Taghavi et son avocat. De surcroît, les autorités ne l'ont pas autorisée à recevoir la visite d'agents consulaires allemands.

27. La source fait valoir que la privation de liberté de M^{me} Taghavi est arbitraire et relève des catégories I, II, III et V du Groupe de travail.

28. La source précise que le droit de se voir présenter un mandat d'arrêt garantissant l'exercice d'un contrôle effectif par une autorité judiciaire compétente, indépendante et impartiale est inhérent au droit à la liberté et à la sécurité de la personne et essentiel pour l'interdiction de la détention arbitraire². Une exception ne peut s'appliquer que dans des circonstances particulières, par exemple une arrestation en flagrant délit³, lorsque la personne arrêtée est informée à la fois du fondement juridique général de l'arrestation et aussi des éléments de fait⁴.

29. Il est allégué qu'aucun mandat d'arrêt n'a été présenté à M^{me} Taghavi, ni au moment de son arrestation ni à un stade ultérieur, et qu'aucun élément dans les circonstances de l'espèce ne justifiait une telle exception. L'arrestation sans mandat a donc violé les droits qu'elle tient des articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de l'article 9 (par. 1) du Pacte et des principes 2 et 4 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

30. La perquisition effectuée dans l'appartement de M^{me} Taghavi le soir de son arrestation et la saisie de plusieurs de ses effets personnels étant dépourvues de fondement juridique, les circonstances de l'affaire font également apparaître une violation du droit à la vie privée que M^{me} Taghavi tient de l'article 17 du Pacte.

31. De surcroît, pour établir le fondement juridique d'une arrestation, toute personne arrêtée aux fins d'enquête sur une infraction pénale doit être informée dans le plus court délai des infractions dont elle est accusée. Si l'expression « dans le plus court délai » ne signifie pas nécessairement qu'elle doit être informée en détail des chefs d'accusation au moment précis de son arrestation, le délai jugé acceptable est de quelques heures ou de quelques jours. Cette obligation s'applique quel que soit le type d'infraction objet de l'enquête – le droit d'être informé s'applique dans le cas de poursuites pénales ordinaires et aussi dans le cas de poursuites par un parquet militaire ou d'autres régimes spéciaux de répression pénale⁵.

32. Les faits reprochés à M^{me} Taghavi n'ont été décrits qu'au moment de sa mise en accusation, soit six mois environ après son arrestation. Il y a donc eu violation des droits que l'intéressée tient de l'article 9 (par. 2) du Pacte, de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du principe 10 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

33. De plus, dès lors que les motifs invoqués pour son arrestation et sa détention sont trop vagues et ont été modifiés avant sa mise en accusation, la privation de liberté de M^{me} Taghavi ne peut pas être légalement fondée.

34. Les charges retenues contre une personne détenue doivent être suffisamment précises pour justifier la détention et permettre à celle-ci de prendre connaissance du droit applicable et de le comprendre⁶. Pendant des mois, M^{me} Taghavi n'a été informée qu'oralement de l'allégation trop générale selon laquelle elle représentait une menace pour la sécurité nationale. Cette allégation a été modifiée par la suite, l'acte d'accusation lui reprochant d'avoir « créé et dirigé un groupe d'opposition en vue de former un complot contre le Gouvernement et de renverser la République islamique d'Iran » et l'accusant de « propagande contre l'État ». Il y est également écrit que la mentalité de l'intéressée était incompatible avec la charia.

35. M^{me} Taghavi n'a été informée du fondement juridique et des circonstances factuelles particulières de son arrestation et de sa détention que le jour du premier procès. Dès lors, en se fondant sur les termes de l'allégation et les pratiques antérieures en matière d'arrestation, on ne peut qu'extrapoler le caractère vague de lois que le Gouvernement juge pertinentes.

² Avis n° 51/2019, par. 56.

³ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35 (2014), par. 24. et avis 33/2019, par. 48.

⁴ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35, par. 25.

⁵ Ibid., par. 29 et 30.

⁶ Avis n° 33/2019, par. 51.

Les allégations ont vraisemblablement à voir avec des dispositions que le Groupe de travail a précédemment jugées trop vagues ou des dispositions similaires⁷.

36. La source rappelle également que le Groupe de travail a estimé que des cas similaires d'arrestation et de détention de personnes ayant la double nationalité et de refus d'accès aux services consulaires sous l'accusation générale de menace à la sécurité nationale étaient illégaux⁸.

37. Les accusations portées contre M^{me} Taghavi reposant sur le simple fait qu'elle a exprimé son opinion sur le port du hijab dans le cadre de conversations privées, il s'agit exactement de la situation décrite par le Groupe de travail. Des allégations formulées oralement ainsi que les accusations retenues ultérieurement dans l'acte d'accusation sont trop vagues pour permettre à l'intéressée de comprendre le fondement juridique de son arrestation et de sa détention. Elles ne constituent pas une base permettant d'évaluer adéquatement des mesures appropriées en vue de préparer sa défense. Ainsi, les charges retenues ultérieurement ne servent ni ne remplissent l'objectif réel de charges spécifiques dans le cadre d'une procédure légitime.

38. Le fait que des accusations aient été ajoutées ultérieurement et ne correspondent pas aux premières déclarations selon lesquelles M^{me} Taghavi représentait une menace pour la sécurité nationale porte à croire que les chefs ont été modifiés à un moment inconnu après l'arrestation de l'intéressée. Ces faits constituent en soi une violation de l'article 9 (par. 2) du Pacte, sachant qu'au surplus, les chefs ajoutés ultérieurement sont eux aussi bien trop vagues pour permettre de respecter l'obligation de porter des accusations précises.

39. De manière générale, le traitement auquel les autorités de l'État partie ont soumis M^{me} Taghavi, sans égard au principe de légalité, est constitutif d'une arrestation et d'une détention arbitraires et a violé les droits que celle-ci tient de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 9 (par. 1 et 2) du Pacte.

40. Les droits de M^{me} Taghavi ont également été violés en ce qu'elle n'a pas été présentée à un juge dans le plus court délai pour contester la légalité de sa détention. Dans ces conditions, le Comité des droits de l'homme considère qu'un délai de quarante-huit heures au maximum est approprié. Tout retard doit être justifié par des circonstances exceptionnelles, car il augmente inutilement le risque de mauvais traitements pour le détenu⁹. Le droit d'être présenté à un juge est étroitement lié au droit autonome d'engager une procédure pour contester la légalité de la détention¹⁰.

41. M^{me} Taghavi n'a pas vu un juge avant que la date de son procès ne soit fixée, six mois après son arrestation, de sorte qu'elle n'a pas pu contester la légalité de sa détention. De ce fait, sa privation de liberté n'a pas fait l'objet d'un contrôle judiciaire suffisant, ce qui constitue une violation de ses droits au regard de l'article 9 (par. 3 et 4) du Pacte.

42. De surcroît, l'arrestation et la détention de M^{me} Taghavi relèvent de la catégorie II, en ce qu'elle a exercé des libertés et droits fondamentaux garantis par l'article 19 de la Déclaration universelle et l'article 19 du Pacte.

43. Selon les motifs avancés pour justifier les accusations portées contre elle, M^{me} Taghavi est détenue pour avoir exprimé son opinion sur le port du hijab dans le cadre de conversations privées. La liberté d'exprimer son opinion est un droit de l'homme garanti par le droit international, l'article 19 de la Déclaration universelle et l'article 19 (par. 1) du Pacte.

44. De plus, le cas de M^{me} Taghavi présente des irrégularités procédurales considérées comme des violations relevant de la catégorie III. Son arrestation sans mandat, le fait de ne pas avoir informé sa famille de son arrestation, son placement en détention provisoire prolongée et sa mise à l'isolement, le fait qu'elle ait été privée de son droit de communication avec les services consulaires et de représentation légale et la tenue du procès à huis clos sont autant d'éléments révélateurs de violations systématiques des garanties judiciaires.

⁷ Avis n° 52/2018, par. 78.

⁸ Avis n° 56/2015, par. 4.

⁹ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35, par. 33.

¹⁰ A/HRC/30/37, par. 2.

45. Après son arrestation, les autorités n'ont pas autorisé M^{me} Taghavi à contacter qui que ce soit et n'ont pas informé sa famille de l'endroit où elle se trouvait. L'intéressée n'a pas été autorisée à parler à qui que ce soit en dehors de la prison pendant douze jours. La première visite a été autorisée après plus de trois mois de détention. Ces conditions, qui constituent de fait une mise au secret, violent les droits que M^{me} Taghavi tient des principes 15, 16 (par. 1 et 2) et 19 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

46. M^{me} Taghavi a également été placée en détention provisoire prolongée. Conformément à l'article 9 (par. 3) du Pacte, la détention avant jugement doit être l'exception plutôt que la règle. Le caractère raisonnable et la nécessité d'une détention avant jugement doivent être déterminés au cas par cas. La loi doit préciser les facteurs justifiant la détention et ne doit pas prévoir des motifs imprécis et généraux comme la « sécurité publique »¹¹. Même si des circonstances exceptionnelles justifient la détention provisoire, celle-ci doit être aussi brève que possible et des mesures de substitution doivent être envisagées régulièrement¹².

47. La décision de maintenir l'intéressée en détention provisoire n'a pas été prise après un examen attentif des circonstances de l'espèce, mais a relevé d'un processus automatique fondé sur une allégation générale selon laquelle celle-ci représentait une menace pour la sécurité nationale. À aucun moment une mesure de substitution – notamment la possibilité de verser une caution, de bénéficier d'une liberté conditionnelle avec obligation de rester dans le pays jusqu'au procès ou de se présenter régulièrement devant les autorités – n'a été envisagée. La source soutient que la détention provisoire déraisonnablement longue et prolongée de M^{me} Taghavi a violé l'article 9 (par. 3) du Pacte.

48. M^{me} Taghavi a été détenue à l'isolement pendant 194 jours. Selon l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela)¹³, on entend par « isolement cellulaire » l'isolement d'un détenu pendant vingt-deux heures par jour ou plus, sans contact humain réel. Cet isolement ne peut constituer une mesure disciplinaire que dans des cas extrêmes et en dernier ressort. Il doit être aussi bref que possible. Un isolement cellulaire de plus de quinze jours consécutifs est considéré comme prolongé et constitue un traitement cruel ou inhumain au sens des règles 43, 44 et 45 (par. 1) des Règles Nelson Mandela.

49. De plus, les règles du droit à une procédure régulière ont été méconnues en ce qui concerne les contacts consulaires. M^{me} Taghavi ayant la nationalité allemande, les autorités avaient l'obligation de l'informer sans délai de son droit d'informer les services consulaires, conformément à l'article 36 (par. 1 a)) de la Convention de Vienne sur les relations consulaires à laquelle la République islamique d'Iran est partie. D'autre part, les agents consulaires doivent être informés de la détention et autorisés à communiquer régulièrement avec la personne détenue, conformément à l'article 36 (par. 1 b)) de la Convention de Vienne, au principe 16 (par. 2) de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement et à la règle 62 (par. 1) des Règles Nelson Mandela. La fourniture d'une assistance consulaire est une garantie inestimable dans l'intérêt tant du détenu que de la communauté internationale dans son ensemble¹⁴.

50. Dans le cas de M^{me} Taghavi, les autorités n'ont pas respecté ces procédures essentielles, en ce sens qu'elles n'ont pas reconnu sa nationalité allemande. Les efforts diplomatiques que les autorités allemandes ont faits pour entrer en contact avec M^{me} Taghavi n'ont donc pas abouti. Les droits que M^{me} Taghavi tient de l'article 36 (par. 1 b)) de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, du principe 16 (par. 2) de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement et de la règle 62 (par. 1) des Règles Nelson Mandela ont été violés.

¹¹ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35, par. 38.

¹² Avis n° 52/2018, par. 79 c).

¹³ Voir les règles 43 et suivantes des Règles Nelson Mandela, en particulier la règle 44.

¹⁴ Avis n° 51/2019, par. 72.

51. D'autres droits de M^{me} Taghavi ont également été violés puisqu'elle a de fait été privée de son droit à une assistance juridique efficace. Les autorités n'ayant pas motivé leur refus de lui accorder le droit à un avocat, la source suppose que ce refus est fondé sur l'article 48 du Code pénal iranien, qui dispose que, pendant l'enquête, les personnes accusées d'atteinte à la sécurité nationale doivent choisir un avocat parmi ceux figurant sur une liste approuvée par le chef du pouvoir judiciaire. Cette pratique est contraire au droit du défendeur à l'assistance d'un avocat de son choix en vertu du droit international et viole l'article 35 de la Constitution.

52. M^{me} Taghavi n'a pas été autorisée à choisir librement son avocat pendant toute la durée de l'enquête. Elle n'a pas été représentée par un avocat pendant six mois, jusqu'à ce que la date de son procès soit fixée. Pendant cette période, elle a également été interrogée pendant plusieurs semaines sans qu'un avocat soit présent. Ces faits constituent une violation de l'article 14 (par. 3 b)) du Pacte ainsi que des principes 17 (par. 1) et 18 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

53. Le droit de M^{me} Taghavi à un procès équitable a également été violé, en ce que les moyens dont elle disposait pour préparer sa défense ont été délibérément limités. Comme prévu à l'article 14 (par. 3 b) du Pacte, les personnes détenues doivent disposer du temps et des moyens nécessaires à la préparation de leur défense. Ces moyens, pour être suffisants, doivent inclure l'accès aux documents et autres éléments de preuve¹⁵. Ce droit est considéré comme violé, en particulier, lorsque la personne détenue est obligée de préparer elle-même sa défense¹⁶.

54. M^{me} Taghavi a dû préparer elle-même sa défense alors qu'elle n'avait accès à aucun dossier décrivant en détail les accusations portées contre elle. Même après qu'elle a été autorisée à désigner un avocat de son choix et qu'elle lui a donné procuration par écrit, celui-ci n'a eu accès au dossier que quatre jours avant la tenue du procès. Même à ce moment-là, il n'a pas été autorisé à emporter les dossiers ou à en faire une copie. À aucun moment, M^{me} Taghavi n'a été autorisée à parler à son avocat avant l'audience du 28 avril 2021. Ces conditions ne peuvent être considérées comme suffisantes au sens de l'article 14 (par. 3 b)) du Pacte.

55. Le droit de M^{me} Taghavi à une procédure régulière est également compromis par les conditions inhumaines dans lesquelles elle est détenue. Les conditions de détention et le traitement des personnes détenues doivent être pris en compte dans la mesure où ils ont des incidences sur la capacité de la personne à préparer sa défense et mettent en péril son droit à un procès équitable¹⁷.

56. M^{me} Taghavi était et continue en partie à être détenue dans des conditions qui visent à affecter son état physique et mental et à compromettre sa capacité à se défendre. Les conditions dans lesquelles elle a dû vivre lorsqu'elle était à l'isolement constituent une violation directe des normes énoncées dans les règles 1, 13, 21, 22 (par. 1) et 23 (par. 1) des Règles Nelson Mandela.

57. La procédure devant le tribunal révolutionnaire constitue une autre violation du droit de M^{me} Taghavi à un procès équitable, en contravention avec l'article 14 (par. 1) du Pacte. Pour être indépendant, un tribunal doit être indépendant du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif ou, dans une affaire donnée, statuer en toute indépendance sur des questions juridiques dans le cadre de procédures à caractère judiciaire. Ce droit est absolu et ne souffre aucune exception¹⁸.

58. Le Groupe de travail a établi à plusieurs reprises que le tribunal révolutionnaire ne répondait pas aux normes d'un tribunal indépendant et impartial¹⁹. Ainsi que l'a constaté le Groupe de travail²⁰, il a déjà été responsable d'un grand nombre de violations des droits de

¹⁵ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 32 (2007), par. 32 et suivants.

¹⁶ Avis n° 51/2019, par. 64.

¹⁷ Avis n° 92/2017, par. 56.

¹⁸ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 32, par. 18 et 19.

¹⁹ Avis n° 52/2018, par. 79 f) ; et 33/2019, par. 67.

²⁰ E/CN.4/2004/3/Add.2, par. 65.

l'homme en matière de procès équitable et de procédure régulière, en raison de sa jurisprudence restrictive, notamment en ce qui concerne la liberté d'opinion.

59. La source rappelle l'absence de transparence du procès de M^{me} Taghavi et l'absence de contrôle public, ce qui est contraire à l'article 14 (par. 1) du Pacte. Le caractère public des audiences constitue une importante sauvegarde dans l'intérêt de l'individu et de toute la société. Des exceptions ne peuvent être faites que dans des circonstances exceptionnelles²¹.

60. Le procès de M^{me} Taghavi, qui s'est tenu le 28 avril 2021, n'a duré que quatre-vingt-dix minutes environ et s'est déroulé à huis clos, prétendument en raison d'un protocole mis en place pendant la pandémie de COVID-19. L'opacité générale qui entoure le traitement de l'affaire de l'intéressée illustre une méconnaissance systématique des droits qu'elle tient de l'article 14 (par. 1) du Pacte.

61. La détention de M^{me} Taghavi relève également de la catégorie V du Groupe de travail, en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur sa nationalité allemande, son athéisme et ses opinions politiques.

62. Le Groupe de travail a systématiquement conclu à l'existence d'une discrimination lorsqu'il apparaissait clairement que les personnes avaient été privées de leur liberté en raison précisément de caractères distinctifs réels ou perçus ou du fait de leur appartenance réelle ou supposée à un groupe distinct (et souvent minoritaire)²². Dans le cas de M^{me} Taghavi, les autorités ont fait des déclarations faisant apparaître une discrimination fondée sur son athéisme et ses opinions politiques critiques.

63. La nationalité allemande de M^{me} Taghavi, son athéisme ou ses opinions politiques n'ont jamais été officiellement invoqués pour justifier son arrestation et sa détention. Compte tenu de la tendance observée en République islamique d'Iran ces dernières années, qui consiste à accuser de complot ou de propagande contre l'État les binationaux, les non-musulmans et les personnes ayant une opinion politique critique, la discrimination fondée sur les préjugés est la seule raison plausible de l'arrestation de M^{me} Taghavi. Par conséquent, l'arrestation et la détention de M^{me} Taghavi sont discriminatoires et fondées sur des motifs proscrits par les articles 2 et 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les articles 2 (par. 1) et 26 du Pacte.

Réponse du Gouvernement

64. Le 22 mars 2022, suivant sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a transmis les allégations de la source au Gouvernement et lui a demandé de lui faire parvenir au plus tard le 23 mai 2022 des renseignements détaillés sur la situation actuelle de M^{me} Taghavi. Il lui a également demandé d'exposer les éléments de droit justifiant son maintien en détention et d'expliquer en quoi celui-ci est conforme aux obligations découlant du droit international des droits de l'homme et en particulier, celles énoncées dans les traités que la République islamique d'Iran a ratifiés. Le Groupe de travail lui a également demandé de garantir l'intégrité physique et psychique de l'intéressée.

65. Le Gouvernement a répondu le 29 juillet 2022, soit après le délai fixé. Celui-ci n'a pas demandé de prolongation du délai fixé pour fournir les informations demandées, ce que les méthodes de travail du Groupe de travail l'autorisent pourtant à faire. Par conséquent, le Groupe de travail ne saurait considérer que cette réponse a été présentée en temps voulu.

Examen

66. En l'absence de réponse du Gouvernement dans le délai fixé, le Groupe de travail a décidé de rendre le présent avis, conformément au paragraphe 15 de ses méthodes de travail.

67. Pour déterminer si la privation de liberté de M^{me} Taghavi est arbitraire, le Groupe de travail tient compte des principes établis dans sa jurisprudence concernant les règles de la preuve. Lorsque la source établit une présomption de violation des règles internationales constitutive de détention arbitraire, la charge de la preuve incombe au Gouvernement dès lors

²¹ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 32, par. 28 et 29.

²² A/HRC/26/37, par. 48.

que celui-ci décide de contester les allégations²³. En l'espèce, le Gouvernement a décidé de ne pas contester les allégations à première vue crédibles formulées par la source.

Catégorie I

68. Le Groupe de travail estime que la source a fourni des informations crédibles, que le Gouvernement n'a pas réfutées dans sa réponse tardive, selon lesquelles M^{me} Taghavi a été arrêtée sans mandat d'arrêt le 16 octobre 2020. Ce manquement constitue une violation de l'article 9 (par. 1) du Pacte, des articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des principes 2 et 4 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. L'existence d'une loi autorisant l'arrestation ne suffit pas à donner un fondement juridique à la privation de liberté. Les autorités doivent invoquer ce fondement juridique et l'appliquer aux circonstances de l'affaire au moyen d'un mandat d'arrêt²⁴. Le Groupe de travail fait observer que les circonstances factuelles particulières de l'arrestation de M^{me} Taghavi étayent la conclusion selon laquelle son arrestation était dépourvue de fondement juridique.

69. Le Groupe de travail juge également crédibles les allégations de la source, qui n'ont pas été réfutées, selon lesquelles M^{me} Taghavi n'a été informée des motifs de son arrestation et des accusations portées contre elle qu'après avoir passé presque six mois en détention. Par conséquent, il estime que les droits que l'intéressée tient de l'article 9 (par. 2) du Pacte, de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du principe 10 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement ont été violés. L'article 9 (par. 2) du Pacte dispose que tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui.

70. Le Groupe de travail juge crédible l'allégation de la source, qui n'a pas été réfutée, selon laquelle M^{me} Taghavi n'a été présentée à un juge que six mois après son arrestation, soit après que la date de son procès eut été fixée. Comme le Groupe de travail l'a réaffirmé dans sa jurisprudence et comme l'a précisé le Comité des droits de l'homme, quarante-huit heures sont généralement suffisantes pour remplir l'obligation de traduire « dans le plus court délai » un détenu devant un juge ; tout délai supérieur doit rester absolument exceptionnel et être justifié par les circonstances²⁵. Le Groupe de travail considère que l'article 9 (par. 3) du Pacte a manifestement été violé, au motif que M^{me} Taghavi n'a pas été traduite dans le plus court délai devant un juge.

71. M^{me} Taghavi a vu un juge pour la première fois six mois après son arrestation, de sorte qu'elle n'a pas pu contester la légalité de sa détention, en violation de l'article 9 (par. 4) du Pacte, des articles 3, 8 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et des principes 11, 32 et 37 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Le contrôle juridictionnel de la privation de liberté est une garantie fondamentale de la liberté individuelle et est essentiel pour garantir que la détention est juridiquement fondée²⁶. La détention de l'intéressée a également violé les droits qu'elle tient de l'article 2 (par. 3) du Pacte et de l'article 8 de la Déclaration universelle, en ce qu'elle s'est vu refuser un recours effectif.

72. La source fait également valoir que la perquisition effectuée dans l'appartement de M^{me} Taghavi le soir de son arrestation et la saisie de plusieurs de ses effets personnels étaient dépourvues de fondement juridique et ont violé son droit à la vie privée. Au sujet des perquisitions effectuées sans base légale, à savoir un mandat de perquisition et un ordre de saisie, le Groupe de travail a établi que la détention est arbitraire dès lors que des éléments

²³ A/HRC/19/57, par. 68.

²⁴ Avis n^{os} 46/2017 ; 66/2017 ; 75/2017 ; 35/2018 ; 79/2018 ; et 15/2021, par. 50.

²⁵ Avis n^{os} 6/2017 ; 30/2017 ; 49/2019 ; 60/2020 ; et 66/2020. Voir aussi Comité des droits de l'homme, observation générale n^o 35, par. 33.

²⁶ Avis n^{os} 35/2018, par. 27 ; 83/2018, par. 47 ; 32/2019, par. 30 ; 33/2019, par. 50 ; 44/2019, par. 54 ; 45/2019, par. 53 ; 59/2019, par. 51 ; et 65/2019, par. 64.

de preuve obtenus de façon irrégulière sont utilisés dans le cadre d'une procédure judiciaire²⁷. Bien qu'on ne sache pas précisément si des éléments saisis lors de la perquisition illégale ont été utilisés contre M^{me} Taghavi dans ce cadre, un tel procédé démontre une fois de plus que les autorités n'ont pas suivi les procédures appropriées pour s'assurer que la détention de l'intéressée était fondée en droit, et aggrave le caractère arbitraire de sa détention.

73. La source a affirmé que M^{me} Taghavi a passé huit mois en détention provisoire après son arrestation.

74. L'article 9 (par. 3) du Pacte dispose que la détention des personnes en attente de jugement ne doit pas être la règle. Le Groupe de travail rappelle l'avis du Comité des droits de l'homme et les observations qu'il a lui-même formulées à maintes reprises, selon lesquels la détention avant jugement doit être l'exception et non la règle, doit être aussi brève que possible²⁸, et reposer sur une évaluation au cas par cas déterminant qu'elle est raisonnable et nécessaire au regard de toutes les circonstances, par exemple pour éviter que l'intéressé ne prenne la fuite, ne modifie des preuves ou ne commette une nouvelle infraction. Les tribunaux doivent étudier la possibilité d'appliquer des mesures de substitution à la détention avant jugement, comme la libération sous caution, le bracelet électronique ou d'autres conditions, qui rendraient la privation de liberté inutile dans le cas précis²⁹. De plus, la détention avant jugement ne doit pas être obligatoire pour tous les défendeurs inculpés d'une infraction précise, sans qu'il soit tenu compte des circonstances individuelles³⁰.

75. En l'espèce, compte tenu de l'âge de M^{me} Taghavi et de ses problèmes de santé, le Groupe de travail conclut que sa situation n'a pas fait l'objet d'une appréciation individualisée et que son placement en détention était donc dépourvu de fondement juridique et a été ordonné en violation de l'article 9 (par. 3) du Pacte. Le Groupe de travail relève à cet égard que le Gouvernement n'a soumis aucun élément réfutant les observations de la source ou donnant à penser que l'espèce a effectivement fait l'objet d'une appréciation de cette nature. D'autres normes internationales exigent également de privilégier les mesures non privatives de liberté pour les femmes³¹.

76. La source affirme de manière crédible que M^{me} Taghavi a été détenue au secret pendant douze jours après son arrestation et qu'elle n'a pu passer qu'un seul appel téléphonique très bref avant d'être à nouveau isolée du monde extérieur à la prison pendant plus d'un mois. Le Groupe de travail conclut également à une violation du droit de M^{me} Taghavi de communiquer avec le monde extérieur garanti par les règles 43 (par. 3) et 58 (par. 1) des Règles Nelson Mandela et les principes 15, 16 (par. 1 et 2) et 19 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Il rappelle que la détention au secret d'une personne empêche le défèrement sans délai devant un juge en application de l'article 9 (par. 3) du Pacte³² et constitue une violation du droit de contester la légalité de sa détention devant un tribunal en application de l'article 9 (par. 4) du Pacte³³.

77. Enfin, la source soutient que les accusations portées ultérieurement contre M^{me} Taghavi sont trop vagues et ont été modifiées, sans explications, avant sa mise en accusation. Selon la source, l'intéressée n'a pas été informée du fondement juridique et des circonstances factuelles particulières de son arrestation et de sa détention avant la première date fixée pour son procès, soit six mois après son arrestation. Le Groupe de travail juge crédible cette affirmation, qui n'a pas été réfutée.

²⁷ Avis n^{os} 36/2018 ; 78/2018 ; 79/2018 ; 83/2018 ; 31/2019 ; 33/2019 ; 83/2019, par. 51 ; 86/2020 ; et 37/2021, par. 69.

²⁸ Avis n^{os} 57/2014, par. 26 ; 8/2020, par. 54 ; 5/2021, par. 43 ; et 6/2021, par. 50. Voir aussi Comité des droits de l'homme, observation générale n^o 35, par. 38. et [A/HRC/19/57](#), par. 48 à 58.

²⁹ [A/HRC/19/57](#), par. 48 à 58.

³⁰ Comité des droits de l'homme, observation générale n^o 35, par. 38.

³¹ Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok), sect. III. Voir aussi [A/HRC/48/55](#), annexe, par. 7 à 9 ; et avis n^o 40/2021, par. 82.

³² Comité des droits de l'homme, observation générale n^o 35, par. 35.

³³ Avis n^{os} 45/2017, 46/2017, 69/2017, 35/2018, 9/2019, 44/2019, 45/2019 et 25/2021.

78. Le Groupe de travail a, à plusieurs reprises, abordé avec le Gouvernement la question des poursuites engagées en vertu de lois pénales vagues et trop générales³⁴, notamment les accusations générales d'atteinte à la sécurité nationale³⁵. De surcroît, comme il l'a précédemment indiqué, le principe de légalité exige que les lois soient libellées en des termes suffisamment précis pour que chacun puisse y avoir accès, les comprendre et adapter son comportement en conséquence³⁶. M^{me} Taghavi ne pouvait pas prévoir les accusations portées contre elle, qui semblent fondées sur ses opinions sur des sujets politiques, sur des allégations de corruption et de mauvaise gestion et sur le port du hijab.

79. Le Groupe de travail estime que les allégations formulées oralement contre M^{me} Taghavi et les accusations portées ultérieurement contre elle dans l'acte d'accusation sont si vagues et générales qu'il est impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier sa privation de liberté. La détention de l'intéressée et l'exercice de poursuites sur la base de dispositions aussi vagues sont incompatibles avec l'article 11 (par. 2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les articles 9 (par. 1) et 15 (par. 1) du Pacte. Des lois libellées en des termes vagues peuvent avoir un effet dissuasif sur l'exercice des libertés fondamentales, en ce qu'elles peuvent donner lieu à des abus, notamment à la privation arbitraire de liberté, comme indiqué ci-dessous³⁷.

80. Pour ces motifs, le Groupe de travail considère que la privation de liberté de M^{me} Taghavi est arbitraire en ce qu'elle est dénuée de fondement juridique, et qu'elle relève de la catégorie I.

Catégorie II

81. La source soutient également que l'arrestation et la détention de M^{me} Taghavi relèvent de la catégorie II, en ce qu'elles découlent d'allégations selon lesquelles elle a exprimé son opinion sur le port du hijab lors de conversations privées entre amis. Le Gouvernement, dans sa réponse tardive, fait valoir que M^{me} Taghavi a été condamnée pour s'être impliquée dans la création et la direction d'un groupe illégal dans le but de porter atteinte à la sécurité nationale.

82. La République islamique d'Iran a constamment utilisé des accusations vagues et trop générales ayant trait à la sécurité nationale et ne respectant pas le principe de légalité pour criminaliser l'exercice des droits fondamentaux dans le pays, notamment le droit à la liberté d'expression et d'opinion. Le Groupe de travail a établi que les déclarations critiques à l'égard de la politique gouvernementale publiées dans les médias sociaux, notamment sur le port obligatoire du hijab, relevaient du droit à la liberté d'expression³⁸. Dans le cas de M^{me} Taghavi, ce constat s'applique d'autant plus que celle-ci aurait exercé ses droits dans des cadres privés, en faisant part de ses opinions à des amis.

83. Les restrictions à ce droit peuvent avoir trait soit au respect des droits ou de la réputation d'autrui soit à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. Le Gouvernement, dans sa réponse tardive, n'a pas démontré en quoi le fait de porter des accusations contre M^{me} Taghavi était une réponse légitime, nécessaire et proportionnée à l'expression pacifique de son opinion dans la sphère privée. Selon le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, le système judiciaire iranien a lourdement sanctionné des personnes qui exerçaient de manière pacifique leur droit à la liberté d'expression³⁹. L'espèce montre que cette situation perdure. En conséquence, le Groupe de travail estime que la détention de M^{me} Taghavi a résulté de l'exercice légitime de son droit à la liberté d'opinion et d'expression, qui est protégé par l'article 19 du Pacte et par l'article 19

³⁴ Voir, par exemple, les avis n^{os} 55/2013, par. 14 ; 19/2018, par. 33 ; 52/2018, par. 78 ; et 83/2018, par. 58.

³⁵ Avis n^o 29/2021, par. 52.

³⁶ Voir, par exemple, l'avis n^o 41/2017, par. 98 à 101. Voir aussi les avis n^{os} 62/2018, par. 57 à 59 ; et 33/2019, par. 51. Voir également Comité des droits de l'homme, observation générale n^o 35, par. 22.

³⁷ Avis n^{os} 10/2018, par. 55 ; et 15/2021, par. 65.

³⁸ Avis n^{os} 83/2018, par. 33, 45 et 52 à 55 ; et 33/2019, par. 21. Voir également l'avis n^o 15/2021, par. 60.

³⁹ [A/70/411](#), par. 23

de la Déclaration universelle, et qu'elle est donc arbitraire et relève de la catégorie II. Le Groupe de travail renvoie la présente affaire à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Catégorie III

84. Ayant conclu que la privation de liberté de M^{me} Taghavi était arbitraire et relevait de la catégorie II, le Groupe de travail tient à souligner qu'il n'y avait pas lieu de la traduire en justice. L'intéressée a cependant été jugée et condamnée au terme d'une procédure judiciaire qui, selon la source, a été entachée de violations systématiques des garanties d'un procès équitable. Dans sa réponse tardive, le Gouvernement conteste l'allégation de la source et fait valoir qu'elle a été condamnée par une autorité compétente, conformément à la loi et dans le respect des garanties d'une procédure régulière.

85. La source fait valoir que M^{me} Taghavi n'ayant pas été autorisée à choisir librement son avocat pendant toute la durée de l'enquête, elle n'a pas pu être représentée par un avocat pendant six mois, jusqu'à ce que la date de son procès soit fixée ; durant cette période, elle a également été interrogée pendant des semaines sans qu'un avocat soit présent. Les moyens nécessaires à la préparation de sa défense ont été délibérément restreints. Privée d'avocat, M^{me} Taghavi a dû préparer elle-même sa défense malgré le fait qu'elle n'avait pas accès au dossier présentant en détail les faits qui lui étaient reprochés. Même après qu'elle a été autorisée à choisir son avocat, celui-ci a été empêché de la représenter, en ce qu'il n'a eu accès au dossier que quatre jours avant le procès et que, même alors, il n'a pas été autorisé à l'emporter ou à en faire une copie. M^{me} Taghavi n'a pas été autorisée à s'entretenir avec son avocat ni à le voir avant l'audience du 28 avril 2021.

86. Toutes les personnes privées de liberté ont le droit d'être assistées par un avocat de leur choix à tout moment pendant leur détention, y compris immédiatement après leur arrestation, et cet accès doit leur être accordé sans délai⁴⁰. Le Groupe de travail considère que le fait que M^{me} Taghavi n'ait pas eu accès à son avocat dès le début et que celui-ci n'ait pas été présent lors de ses interrogatoires a gravement compromis sa capacité à préparer sa défense. Cette violation du droit aux garanties d'une procédure régulière est d'autant plus inacceptable que l'intéressée était accusée d'atteintes graves à la sécurité nationale.

87. Dans ces circonstances, le Groupe de travail estime que le droit de M^{me} Taghavi de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et de communiquer avec le conseil de son choix, conformément à l'article 14 (par. 3 b)) du Pacte et aux principes 17 (par. 1) et 18 (par. 2) de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, a été violé, de même que son droit de présenter une défense efficace par l'intermédiaire du conseil de son choix prévu à l'article 14 (par. 3 d)) du Pacte. Pour le Groupe de travail, la présente affaire est un nouvel exemple de privation ou de limitation du droit des personnes accusées d'infractions graves à l'assistance d'un avocat, ce qui donne à penser qu'il existe en République islamique d'Iran une incapacité systémique à donner accès à un avocat pendant les procédures pénales, en particulier lorsqu'il s'agit de ressortissants étrangers ou binationaux⁴¹.

88. La source fait également valoir que les règles du droit à une procédure régulière ont été méconnues en ce qui concerne les relations avec les services consulaires, la nationalité allemande de M^{me} Taghavi n'ayant pas été reconnue. Les efforts diplomatiques déployés pour communiquer avec M^{me} Taghavi ont donc été vains. Dans sa réponse tardive, le Gouvernement confirme qu'il ne reconnaît pas la double nationalité. Le droit international reconnaît aux personnes ayant une double nationalité le droit à l'assistance consulaire⁴². Le Groupe de travail fait observer que l'assistance consulaire confère certains droits aux détenus et aux agents consulaires, notamment le droit de communiquer avec leurs compatriotes placés en détention, le droit d'avoir accès à ces derniers et le droit d'être informé de leur arrestation

⁴⁰ A/HRC/30/37, annexe, principe 9 et ligne directrice 8 ; et Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35, par. 35. Voir aussi la résolution 73/181 de l'Assemblée générale. CCPR/C/IRN/CO/3, par. 21 ; et A/HRC/45/16, par. 51.

⁴¹ A/HRC/40/24, par. 13.

⁴² Avis n° 51/2019, par. 68.

sans délai. Ces droits sont consacrés par l'article 36 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, à laquelle la République islamique d'Iran est partie ; les articles 9, 10 et 11 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; les articles 9 (par. 1) et 14 (par. 1) du Pacte ; la règle 62 (par. 1) des Règles Nelson Mandela ; et le principe 16 (par. 2) de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Dans le cas de M^{me} Taghavi, ces droits ont été violés⁴³.

89. La source fait également valoir que la procédure devant le tribunal révolutionnaire constitue une violation du droit de M^{me} Taghavi à un procès équitable. Il semblerait que lorsque l'intéressée a pour la première fois été entendue par un juge du tribunal révolutionnaire, le 13 avril 2021, soit six mois après son arrestation, elle n'était pas assistée par un avocat. Comme le Groupe de travail l'a déjà indiqué, les tribunaux révolutionnaires ne répondent pas aux normes internationales d'indépendance et d'impartialité⁴⁴. Il conclut donc à une violation de l'article 14 (par. 1) du Pacte, car toute personne faisant l'objet d'une accusation pénale a le droit d'être entendue par un tribunal compétent, indépendant et impartial établi par la loi. Rappelant la communication de la source, dans laquelle il est indiqué que M^{me} Taghavi n'a pas été autorisée à faire comparaître des témoins à son procès ni à soumettre les témoins à charge à un contre-interrogatoire, le Groupe de travail conclut également à la violation de son droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, ce qui est contraire à l'article 14 (par. 3 e)) du Pacte⁴⁵. Le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable implique une obligation stricte de respecter le droit de la personne accusée d'obtenir la comparution des témoins utiles pour sa défense et d'avoir une possibilité adéquate d'interroger les témoins à charge et de les soumettre à un contre-interrogatoire à un stade ou un autre de la procédure⁴⁶. Le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats.

90. La source affirme, sans que le Gouvernement le réfute, que M^{me} Taghavi a été maintenue en isolement prolongé pendant cent quatre-vingt-quatorze jours durant sa détention.

91. Le Groupe de travail relève que, selon la règle 45 des Règles Nelson Mandela, le recours à l'isolement cellulaire doit s'accompagner de certaines garanties. L'isolement cellulaire ne doit être utilisé que dans des cas exceptionnels, en dernier recours et pour une durée aussi brève que possible, faire l'objet d'un examen indépendant et être autorisé par une autorité compétente. Les règles 43 (par. 1 b)), 44 et 45 des Règles Nelson Mandela interdisent l'isolement prolongé (plus de quinze jours consécutifs). Il rappelle que le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a jugé qu'une période d'isolement cellulaire dépassant quinze jours, période au-delà de laquelle certains des effets psychologiques dommageables de l'isolement pouvaient devenir irréversibles, pouvait constituer une forme de torture au sens de l'article premier de la Convention contre la torture⁴⁷. Rappelant la communication de la source, le Groupe de travail rappelle que le refus de soins médicaux peut constituer une forme de torture⁴⁸. Compte tenu des allégations de refus de soins médicaux, le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible pour qu'elle prenne les mesures qui s'imposent.

⁴³ Avis n°s 30/2018, par. 51 ; 51/2019, par. 68 ; et 81/2021, par. 82. Voir aussi les résolutions 72/179 et 73/180 de l'Assemblée générale, la résolution 40/20 du Conseil des droits de l'homme, et A/HRC/48/55, par. 55 à 63. Voir aussi la communication AL IRN 12/2021, à consulter à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26375>.

⁴⁴ E/CN.4/2004/3/Add.2, par. 65 (al. 1). Le Groupe de travail considère que cette conclusion reste d'actualité : voir les avis n°s 19/2018, par. 34 ; 52/2018, par. 79 f) ; 32/2019, par. 44 ; 33/2019, par. 67 ; 51/2019, par. 65 ; et 85/2021, par. 87. Voir aussi CCPR/C/IRN/CO/3, par. 21 et 22.

⁴⁵ Avis n° 4/2021, par. 101.

⁴⁶ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 32, par. 39.

⁴⁷ A/63/175, par. 56 ; A/66/268, par. 61 ; résolution 68/156 de l'Assemblée générale ; A/56/156, par. 14 et 39 f) ; et Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35, par. 35

⁴⁸ A/HRC/38/36, par. 18.

92. Le Groupe de travail considère que ces violations ont considérablement affaibli la capacité de M^{me} Taghavi à se défendre dans la procédure judiciaire dont elle faisait l'objet⁴⁹. Il estime que ce traitement et ces conditions de détention ont violé les règles 1, 13, 21, 22 (par. 1) et 23 (par. 1) des Règles Nelson Mandela, ont entravé la capacité de l'intéressée à préparer sa défense, ont porté atteinte au principe de l'égalité des armes et ont violé son droit à un procès équitable⁵⁰.

93. La source fait valoir, sans que le Gouvernement le réfute dans sa réponse tardive, que l'audience du 28 avril 2021 s'est tenue à huis clos. De surcroît, M^{me} Taghavi a été jugée en même temps que cinq autres accusés lors d'un procès qui n'a duré que quatre-vingt-dix minutes environ, dont vingt seulement ont été consacrées à son affaire.

94. Comme le Groupe de travail l'a déjà fait observer, la brièveté du procès pour une infraction pénale commise, de l'aveu même du Gouvernement, dans le but de porter atteinte à la sécurité nationale porte à croire que la culpabilité de l'intéressée avait été établie avant l'audience⁵¹. La brièveté du procès, la privation d'accès aux preuves et le comportement du juge de première instance, qui aurait refusé à M^{me} Taghavi le droit de choisir son avocat, ont eu pour effet de priver l'intéressée du droit à la présomption d'innocence garanti par l'article 11 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par l'article 14 (par. 2) du Pacte⁵².

95. Pour toutes les raisons exposées ci-dessus, le Groupe de travail conclut que les violations du droit à un procès équitable et à une procédure régulière sont d'une gravité telle qu'elles rendent la privation de liberté de M^{me} Taghavi arbitraire et qu'elle relève de la catégorie III.

Catégorie V

96. La source fait valoir que la détention de M^{me} Taghavi relève de la catégorie V en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur son origine nationale ou sociale (sa nationalité allemande), son athéisme et ses opinions politiques. Même si la source reconnaît que la nationalité allemande de M^{me} Taghavi et son statut de résidente permanente en Allemagne, son athéisme ou ses opinions politiques n'ont jamais été officiellement invoqués pour justifier son arrestation et sa détention, le Groupe de travail est convaincu que ces facteurs ont conduit à la détention de l'intéressée. Il relève à cet égard les observations de la source indiquant que les représentants des autorités avaient tenu des propos discriminatoires à l'égard de l'intéressée, affirmant que sa mentalité en tant qu'athée était incompatible avec la charia, de même que ses opinions politiques critiques. La source soutient également que l'intéressée est de ce fait clairement associée aux influences occidentales, un phénomène auquel Corps des gardiens de la révolution islamique est apparemment hostile.

97. Dans sa jurisprudence, le Groupe de travail a mis en évidence que la République islamique d'Iran recourait à la détention arbitraire de ressortissants étrangers, de personnes ayant une double nationalité et d'Iraniens résidant à titre permanent dans un autre pays⁵³. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran avait lui aussi constaté cette tendance, faisant observer que, selon les estimations, au moins 30 ressortissants étrangers et binationaux, ainsi que des Iraniens résidant de manière permanente à l'étranger, avaient été emprisonnés depuis 2015⁵⁴. La présente affaire s'inscrit dans cette tendance.

⁴⁹ [A/HRC/30/37](#), par. 12, 15, 67 et 71.

⁵⁰ Avis n^{os} 92/2017, par. 56 ; et 32/2019, par. 42. Voir aussi les avis n^{os} 47/2017, par. 28 ; 52/2018, par. 79 j) ; et 53/2018, par. 77 c). Voir aussi [E/CN.4/2004/3/Add.3](#), par. 33.

⁵¹ Avis n^{os} 75/2017 et 36/2018.

⁵² Avis n^o 85/2021, par. 88.

⁵³ Avis n^{os} 18/2013, 28/2013, 44/2015, 28/2016, 50/2016, 7/2017, 49/2017 et 52/2018. Voir aussi les avis n^{os} 28/2016, par. 47 à 49 ; 92/2017 ; 32/2019, par. 49 ; 51/2019 ; 83/2020 ; 29/2021, par. 71 ; et 85/2021.

⁵⁴ [A/HRC/37/68](#), par. 51 à 57 ; [A/HRC/40/24](#), par. 13 ; et [A/HRC/43/61](#), par. 27. Voir aussi [A/HRC/37/24](#), par. 56 et 57.

98. Le Groupe de travail constate par conséquent que M^{me} Taghavi a été privée de sa liberté pour des motifs discriminatoires, en raison de son origine nationale ou sociale en tant que binationale, à savoir sa nationalité allemande, et en raison de son athéisme (religion) et de ses opinions politiques. Le Groupe de travail fait observer que, ces dernières années, la République islamique d'Iran tend à accuser systématiquement les personnes ayant une double nationalité, les non-musulmans et les personnes ayant des opinions politiques critiques de complot ou de propagande contre l'État, tous motifs discriminatoires invoqués ci-dessus pour justifier l'arrestation de M^{me} Taghavi⁵⁵. Il conclut donc que les droits que M^{me} Taghavi tient des articles 2 et 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 2 (par. 1) et 26 du Pacte ont été violés et que sa privation de liberté est arbitraire et relève de la catégorie V⁵⁶.

Observations finales

99. Le Groupe de travail prend note avec une vive préoccupation de l'âge et des problèmes de santé de M^{me} Taghavi, dont certains ont été aggravés ou causés par ses conditions de détention. Selon l'article 10 (par. 1) du Pacte, toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine, y compris en recevant les soins médicaux dont elle a besoin⁵⁷. Les États devraient traiter les personnes détenues de plus de 60 ans et celles ayant déjà des problèmes de santé comme des personnes vulnérables à la COVID-19, en s'abstenant de les détenir dans des établissements où leur vie est particulièrement menacée et en mettant en œuvre des programmes de libération anticipée chaque fois que cela est possible⁵⁸. Le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible et à l'Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme pour qu'elles prennent les mesures qui s'imposent.

100. Cette affaire vient s'ajouter aux nombreux cas de privation arbitraire de liberté en République islamique d'Iran dont le Groupe de travail a été saisi ces dernières années⁵⁹. Il craint que cela soit révélateur d'un recours généralisé ou systémique à la détention arbitraire dans le pays, constitutif d'une grave violation du droit international. L'obligation de respecter les normes internationales relatives aux droits de l'homme incombe à tous les organes et agents de l'État. Le Groupe de travail rappelle que, dans certaines circonstances, l'emprisonnement généralisé ou systématique ou d'autres formes graves de privation de liberté en violation des règles du droit international peuvent constituer des crimes contre l'humanité⁶⁰. Il renvoie l'affaire au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent.

101. Le Groupe de travail accueillerait favorablement toute possibilité de travailler de manière constructive avec le Gouvernement pour examiner avec lui la question de la détention arbitraire en République islamique d'Iran. Étant donné qu'une longue période s'est écoulée depuis sa dernière visite dans ce pays en février 2003, il estime le moment venu de s'y rendre à nouveau. Le Groupe de travail a adressé une demande au Gouvernement le 19 juillet 2019 en vue d'effectuer une visite de pays. Il rappelle que le Gouvernement a adressé une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales thématiques le 24 juillet 2002 et il espère recevoir une réponse favorable à sa demande de visite.

⁵⁵ Avis n^{os} 28/2016, par. 47 à 49 ; 9/2017 ; 33/2019 ; et 83/2020.

⁵⁶ Avis n^{os} 75/2017, 79/2017, 35/2018, 36/2018, 45/2018, 46/2018, 9/2019, 44/2019 et 45/2019.

⁵⁷ Avis n^o 26/2017, par. 66.

⁵⁸ [A/HRC/45/16](#), annexe II, par. 15 et 16.

⁵⁹ Avis n^{os} 18/2013, 28/2013, 52/2013, 55/2013, 16/2015, 44/2015, 1/2016, 2/2016, 25/2016, 28/2016, 50/2016, 7/2017, 9/2017, 48/2017, 49/2017, 92/2017, 19/2018, 52/2018, 83/2018, 32/2019 et 33/2019.

⁶⁰ [A/HRC/13/42](#), par. 30. Voir aussi les avis n^{os} 1/2011, par. 21 ; 37/2011, par. 15 ; 38/2011, par. 16 ; 39/2011, par. 17 ; 4/2012, par. 26 ; 38/2012, par. 33 ; 47/2012, par. 19 et 22 ; 50/2012, par. 27 ; 60/2012, par. 21 ; 9/2013, par. 40 ; 34/2013, par. 31, 33 et 35 ; 35/2013, par. 33, 35 et 37 ; 36/2013, par. 32, 34 et 36 ; 48/2013, par. 14 ; 22/2014, par. 25 ; 27/2014, par. 32 ; 34/2014, par. 34 ; 35/2014, par. 19 ; 36/2014, par. 21 ; 44/2016, par. 37 ; 60/2016, par. 27 ; 32/2017, par. 40 ; 33/2017, par. 102 ; 36/2017, par. 110 ; 51/2017, par. 57 ; et 56/2017, par. 72.

Dispositif

102. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté de Nahid Taghavi est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 2, 3, 7, 8 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 2, 9, 14, 15, 19 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève des catégories I, II, III et V.

103. Le Groupe de travail demande au Gouvernement iranien de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier sans tarder à la situation de M^{me} Taghavi et la rendre compatible avec les normes internationales applicables, notamment celles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

104. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, la mesure appropriée consisterait à libérer immédiatement M^{me} Taghavi et à lui accorder le droit d'obtenir réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation, conformément au droit international. Dans le contexte actuel de pandémie de COVID-19, qui fait peser une menace sur les lieux de détention, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre d'urgence des mesures pour assurer la libération immédiate et sans condition de M^{me} Taghavi.

105. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement de veiller à ce qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sur les circonstances de la privation arbitraire de liberté de M^{me} Taghavi, et de prendre les mesures qui s'imposent contre les responsables de la violation des droits de celle-ci.

106. Comme prévu au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, à la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats ; à la Rapporteuse spéciale sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; à la Rapporteuse spéciale sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible ; à l'Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme ; et au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran pour qu'ils prennent les mesures qui s'imposent.

107. Le Groupe de travail demande au Gouvernement d'user de tous les moyens à sa disposition pour diffuser le présent avis aussi largement que possible.

Procédure de suivi

108. Conformément au paragraphe 20 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de l'informer de la suite donnée aux recommandations formulées dans le présent avis, et notamment de lui faire savoir :

- a) Si M^{me} Taghavi a été mise en liberté et, dans l'affirmative, à quelle date ;
- b) Si M^{me} Taghavi a obtenu réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation ;
- c) Si la violation des droits de M^{me} Taghavi a fait l'objet d'une enquête et, dans l'affirmative, quelle a été l'issue de celle-ci ;
- d) Si la République islamique d'Iran a modifié sa législation ou sa pratique afin de les rendre conformes aux obligations mises à sa charge par le droit international, dans le droit fil du présent avis ;
- e) Si d'autres mesures ont été prises en vue de donner suite au présent avis.

109. Le Gouvernement est invité à informer le Groupe de travail de toute difficulté rencontrée dans l'application des recommandations formulées dans le présent avis et à lui faire savoir s'il a besoin qu'une assistance technique supplémentaire lui soit fournie, par exemple dans le cadre d'une visite du Groupe de travail.

110. Le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de lui fournir les informations demandées dans les six mois suivant la communication du présent avis. Il se réserve néanmoins le droit de prendre des mesures de suivi si de nouvelles informations préoccupantes concernant l'affaire sont portées à son attention. Cela lui permettra de faire savoir au Conseil des droits de l'homme si des progrès ont été accomplis dans l'application de ses recommandations ou si, au contraire, rien n'a été fait en ce sens.

111. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a engagé tous les États à coopérer avec lui et les a priés de tenir compte de ses avis, de faire le nécessaire pour remédier à la situation de toutes personnes arbitrairement privées de liberté et de l'informer des mesures prises à cette fin⁶¹.

[Adopté le 1^{er} septembre 2022]

⁶¹ Résolution [42/22](#) du Conseil des droits de l'homme, par. 3 et 7.